

La combinatoire des forces nationalistes en Turquie : « démocratie islamique » ou criminalisation du communautarisme ?

Jean-François Bayard

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1448>

DOI : [10.4000/cemoti.1448](https://doi.org/10.4000/cemoti.1448)

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Jean-François Bayard, « La combinatoire des forces nationalistes en Turquie : « démocratie islamique » ou criminalisation du communautarisme ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 24 | 1997, mis en ligne le 09 mai 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1448> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.1448>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

La combinatoire des forces nationalistes en Turquie : « démocratie islamique » ou criminalisation du communautarisme ?

Jean-François Bayard

- 1 Je voudrais, dans cet article, proposer quelques points de réflexion sur les mutations du nationalisme en partant de mon observation, malheureusement trop superficielle et impressionniste, de la « configuration » turque. J'emprunte à Norbert Elias (1978) ce concept, car il nous permet d'emblée d'insister sur l'« interdépendance » entre l'affirmation, supposée identitaire, de l'islam politique, la progression électorale, depuis le début de la décennie, de la problématique nationaliste turque au détriment des partis centristes (même si le MHP n'en a pas toujours directement profité), la mobilisation, à la fois politique et armée, des nationalistes kurdes, et la politisation de l'identité ethno-confessionnelle alevi.
- 2 En outre, cette combinatoire nationaliste doit s'analyser « en situation » : elle se définit simultanément par rapport à un espace d'élargissement culturel et, si l'on peut dire, de dé-nationalisme, celui de l'Union européenne (encore que celle-ci connaisse des mobilisations nationalistes extrémistes qui concernent au premier chef la Turquie, en raison des agressions xénophobes de travailleurs immigrés en Allemagne et de l'implantation dans ce pays de puissants réseaux du Refah, du MHP, du PKK et des Alevi) et par rapport à un espace de rétraction identitaire et d'exacerbation nationaliste, celui des pays balkaniques, de la CEI et du Proche-Orient. Cette mise en situation de la combinatoire nationaliste en Turquie est d'autant plus importante que le nationalisme turc lui-même a historiquement procédé, d'une part, du positivisme français et, de l'autre, de la problématique de la « communauté imaginée » (Anderson, 1983) qui s'est imposée en Europe centrale, dans les Balkans et en Russie. Pareillement

il serait difficile de concevoir le nationalisme turc en l'abstrayant du nationalisme kurde et du nationalisme arabe (ou réciproquement).

- 3 Je commencerai cet article en reprenant le fil des interrogations que m'avait inspirées, il y a quelques années, l'ascension, au sein des institutions républicaines, de l'islam politique (Bayart, 1994a et 1994b).
- 4 En réalité, les risques de radicalisation viennent sans doute moins de la mouvance islamique, à laquelle le Refah donne une expression parlementaire, que d'autres secteurs de la société ou d'autres courants politiques mieux à même de proposer une idéologie de substitution aux déçus de la République. Là réside, à mon sens, le vrai danger, que peut attiser le refus de l'Union européenne de reconnaître la vocation de la Turquie à adhérer à terme à son ensemble.

Le spectre de la criminalisation nationaliste

- 5 Le principal problème auquel est confrontée la Turquie est sans conteste la poursuite de la guerre dans le Sud-Est et son extension à des zones jusqu'à présent épargnées par la violence, comme la région de Sivas. D'une certaine manière, le Refah a contribué à circonscrire la crise, puisqu'il offre, bon an mal an, une expression électorale au malaise kurde et encadre une fraction importante de l'exode rural en provenance de cette partie du pays en contrôlant les *gecekondus* des grandes villes de l'ouest, concurrentement avec diverses mafias. Son accession au pouvoir a d'ailleurs favorisé une accalmie dans la zone de Bitlis et de Siirt où les confréries sont bien implantées et où le PKK a perdu du terrain. Mais M. Erbakan a dû en rabattre sur ses prétentions à résoudre politiquement le conflit qui, plus que jamais, paraît sans issue.
- 6 Face au « parti de la guerre », composé des chefs de l'armée et de la police, des forces spéciales (*Özel Tim*) et des « gardiens de village », des tribus kurdes et des trafiquants de drogue « loyalistes », le « parti de la paix » semble assez isolé : la classe politique se désintéresse du problème ou n'entend prendre aucun risque à ce sujet, comme l'ont prouvé la pusillanimité de M. Boyner et le refus du SHP de défendre l'une de ses responsables, Mme Tomris Özden, l'épouse pacifiste d'un officier décédé, lorsque celle-ci fit l'objet d'une campagne de presse manifestement téléguidée par les services secrets ; la justice est toujours prompte à poursuivre les intellectuels qui plaident en faveur d'un règlement pacifique de la crise ; l'opinion publique ne s'émeut pas durablement du nombre des morts du contingent et, mis à part quelques milieux attachés à la problématique des droits de l'homme ou directement frappés par la répression et le terrorisme d'Etat, elle ne se préoccupe guère de la violence sauvage qui ravage le Sud-Est depuis douze ans. Ce blocage peut s'expliquer par la hantise de l'armée de voir se dévider la pelote des identités ethniques, confessionnelles et régionales une fois que serait admis le caractère politique de la revendication kurde, par sa détermination à endiguer la stratégie de ses ennemis traditionnels, la Grèce et la Syrie, qui appuient en sous-main le PKK (doctrine des « deux ennemis et demi » en vogue à l'état-major et au ministère des Affaires étrangères), et par les excès mêmes de cette organisation incontestablement terroriste. Mais cela ne diminue en rien les risques que recèle la fuite en avant de la Turquie face aux évidences du problème kurde. Le « parti de la guerre » dispose maintenant d'une base sociale et économique qui ne rend pas forcément avantageuse pour tout le monde une solution politique. Si l'on admet que le conflit coûte annuellement au pays au moins 7 milliards de \$, on

imagine aisément les bénéfiques qu'en tirent ses protagonistes en matière d'équipements, de salaires et de primes, sans même parler des trafics, des extorsions et des appropriations foncières ou immobilières qu'il autorise.

- 7 Or, cette économie politique de la guerre paraît de plus en plus contrôlée par des réseaux nationalistes et mafieux directement liés aux services de sécurité et au MHP de feu le colonel Türkes. Les *Özel Tim* sont notamment noyautés par le MHP, comme l'atteste le port fréquent dans leurs rangs de la moustache prisée des militants « loups gris » de l'extrême-droite. La nature criminelle de certaines de leurs activités est également avérée à la suite de divers scandales révélés par la presse, tels que l'affaire du « gang des frères Söylemez » dans la région d'Urfa, en juin 1996, et celle du « gang en uniforme » à Hakkâri, en septembre. Cette dérive mafieuse des ultras nationalistes est d'autant plus préoccupante qu'elle déborde sensiblement les frontières de la mouvance du MHP : le 3 novembre, dans la bourgade de Susurluk, l'accident d'une voiture dans laquelle se trouvaient Sedat Bucak, député DYP d'Urfa et leader d'une milice de plusieurs centaines de « gardiens de village », Hüseyin Kocadag, un haut-fonctionnaire alevi de la police qui était l'un des fondateurs des *Özel Tim* et avait joué un rôle de médiation lors des émeutes du quartier de Gazi, à Istanbul, en mars 1995, et enfin Abdullah Çatli, « loup gris » compromis dans l'attentat contre Jean-Paul II, recherché par Interpol après son évasion d'une prison suisse où il était incarcéré pour trafic de stupéfiants, et détenteur d'une fausse carte de police au moment des faits, a inopinément confirmé les assertions de plusieurs députés et de l'hebdomadaire *Aydinlik* sur les responsabilités de Mehmet Agar, le ministre DYP de l'Intérieur, et chef de la police avant son élection à l'Assemblée nationale en décembre 1995, dans ce « triangle police-mafia-politique » qui s'affirme au coeur de l'Etat ; plus encore peut-être que la présence dans un même véhicule de personnalités aussi différentes que les victimes de l'accident, les modalités des obsèques d'Abdullah Çatli, suivie par une foule de 3 000 militants, dont 250 venus d'Europe occidentale, ont illustré le sentiment d'impunité dont jouissent les « loups gris » proches du milieu ; confondu, Mehmet Agar a finalement dû remettre sa démission, sans bien sûr que celle-ci modifie en profondeur le processus de criminalisation de la mouvance nationaliste et de la contre-guérilla. Le potentiel financier de ce réseau est considérable, à un moment où, selon les agents de la DEA, de quatre à six tonnes d'héroïne sont exportées chaque mois d'Istanbul et où le blanchiment de l'« argent sale », provenant du trafic de stupéfiants, du secteur informel de l'économie turque ou encore des pays voisins, a pris une ampleur phénoménale. Sa capacité à nouer des alliances avec d'autres organisations criminelles ne doit pas non plus être sous-estimée, en raison de sa présence militante dans les communautés turques émigrées en Europe de l'Ouest et de ses liens avec les différentes mafias de la CEI. Enfin son influence au sein de l'Etat pourrait s'accroître de façon dramatique si devaient prévaloir une alliance électorale et une coalition gouvernementale entre le DYP et le MHP, qu'avaient commencé à négocier Mme Çiller et le colonel Türkes en 1995, sans parvenir à un accord, mais qui un jour pourraient s'imposer comme la solution naturelle de substitution à un retour au pouvoir du Refah, sous l'oeil complaisant de l'armée. Somme toute la présence de M. Erbakan à la tête du cabinet ne présentait pas que des inconvénients et endiguait ou tout au moins ralentissait la criminalisation de l'Etat, même si les finances du Refah ne sont pas d'une limpidité absolue (sur le concept de criminalisation politique, voir Bayart, Ellis, Hibou, 1997).

- 8 Si cette tendance à la criminalisation de l'Etat devait se confirmer dans les prochaines années, elle impliquerait à peu près inévitablement une période de violence sociale et politique dont il serait difficile de prévoir l'issue, dans le contexte très neuf créé par la chute de l'Empire soviétique et la guerre civile yougoslave. En effet, l'extrême-droite nationaliste et plus largement l'idéologie de la « synthèse turco-islamique » dans laquelle se reconnaissent peu ou prou les conservateurs depuis le coup d'Etat de 1980 induisent une communautarisation croissante de la société turque que favorise par ailleurs l'exode rural, sous la forme de la constitution de quartiers mono-ethniques ou mono-confessionnels dans les banlieues des grandes villes. Le contre-nationalisme kurde, porté par le PKK, participe lui aussi, bien évidemment, de cette dynamique. Tout comme dans la deuxième moitié des années soixante-dix, la communauté alevi est prise en tenaille entre ces deux forces antagonistes qui la choisissent volontiers pour cible en l'accusant d'être, alternativement, le suppôt du « communisme » ou le valet du « kémalisme », et elle réagit en affirmant à son tour sa spécificité. La nomination de M. Sevket Kazan, l'avocat des tueurs de Sivas, comme ministre de la Justice dans le cabinet de M. Erbakan a notamment eu l'effet d'une douche froide sur les Alevi¹ qui font de moins en moins confiance aux caciques de la gauche ou de la droite traditionnelles pour défendre leurs intérêts et inclinent à s'en remettre aux militants de la gauche révolutionnaire, en particulier des mouvements Dev-Sol et TKP-ML. Telle est l'une des leçons que l'on peut en particulier tirer des violences du quartier de Gazi, à Istanbul, en 1995, mais aussi de celles qui endeuillent les régions de Malatya, d'Erzincan, d'Elazig, de Dersim, de Maras et de Sivas, du fait de la répression de l'armée, de la police ou des groupes para-militaires. Certes, on peut aussi faire valoir que les acteurs politiques, toutes tendances confondues, s'emploient désormais à éviter les excès d'un anti-alevisme primaire auquel n'avaient pas échappé les kémalistes eux-mêmes dans les décennies antérieures : Mme Çiller a débloqué une aide de l'Etat en faveur de cette partie de l'électorat, nominalement désignée, à la veille des législatives de 1995, à la grande satisfaction de la revue *Cem*, et est ainsi parvenue à obtenir le ralliement d'un député important du CHP, Kamer Genç ; M. Erbakan s'est ingénié à conférer à l'alevisme des lettres de noblesse islamique ; le PKK contre-balance l'islamisation, c'est-à-dire la « sunnisation », de son discours, patente depuis 1994, en animant une Union des Alevi du Kurdistan -en clair les Zaza- et en publiant à leur intention la revue *Zülfükar*. Néanmoins, tous ces signes de sympathie (ou de convoitise) à l'égard de la minorité alevi ne font qu'accentuer la réification des communautés ethno-confessionnelles.
- 9 Or, l'identification à la Turquie pourrait à terme ne pas résister à cette évolution, si l'on admet que la « turquitude » est un artefact de création récente, qui doit beaucoup aux contingences de la défaite de l'Empire ottoman, à la brutalité du travail de déculturation auquel a été soumise l'Anatolie, et à l'ampleur de l'embrigadement kémaliste (sur le nationalisme turc, cf. notamment E. Copeaux, 1994, et sur le kémalisme comme artefact, Bayart, 1978). En filigrane, l'hétérogénéité humaine et culturelle de la République turque demeure perceptible, avec par exemple ses clivages entre terroirs régionaux ou entre originaires des Balkans, de la Grèce et du Caucase. Elle peut s'avérer politiquement d'autant plus explosive qu'elle renvoie aussi à de formidables non-dits, ceux des opérations de purification ethnique qui ont défigurés le pays depuis un siècle et dont les dernières en date sont le pogrom contre les Grecs d'Istanbul, en 1955, et les déplacements contemporains de population en pays kurde ou à Chypre. D'ores et déjà, la tension entre Kurdes et turcophones s'est singulièrement aggravée ces dernières années, y compris dans l'Ouest, et ne permet plus de se

dissimuler l'hypothèse du déclenchement d'une véritable guerre civile ou de sérieux affrontements, dont la campagne des attentats urbains du PKK pourrait être un prodrome.

Les réponses de la société, de l'économie et de l'Europe

- 10 La Turquie semble de la sorte hésiter entre, d'une part, un cheminement démocratique, dont la montée en puissance du Refah au centre de l'échiquier politique pourrait paradoxalement être un vecteur si la droite traditionnelle devait continuer de se complaire dans ses divisions fratricides (Bayart, 1994 a et b), et, d'autre part, une crispation nationaliste dont le parti islamique pourrait aussi bien être l'un des agents, de pair avec les « loups gris », mais dont le prix serait inévitablement l'exacerbation de la violence identitaire, voire l'éclatement du pays ou sa « sectorisation », sur un modèle bosniaque ou chypriote.
- 11 Deux éléments permettent néanmoins de tempérer la probabilité de ce deuxième scénario, bien que nombre d'ingrédients en soient aujourd'hui réunis. La société turque est extraordinairement mobile et sa capacité d'innovation devrait la faire échapper au pire : ainsi, le paysage audiovisuel s'est diversifié d'une manière que l'on n'aurait pu prévoir il y a dix ans, et son ouverture au grand vent de la « globalisation » se traduit paradoxalement par des effets d'unification culturelle à l'échelle nationale autant que par des phénomènes de rétraction identitaire ; l'islam s'est lui aussi différencié, transcende la problématique trop simple de l'« islamisme » et est désormais indissociable d'une société civile de type capitaliste et bourgeois ; l'espace régional, enfin, se recompose, et le dynamisme industriel de villes comme Izmir, Gaziantep, Mersin ou Denizli, qui n'est pas sans évoquer le décollage inattendu de certaines régions italiennes, relève le défi de l'hypertrophie istanbulite. Tant et si bien que l'hypothèse d'une *movida* à la turque, qui modifierait profondément le rapport de force entre les logiques du changement social et la sclérose du système politique, n'est pas impensable.
- 12 Expression parmi d'autres de cette plasticité du tissu social de la Turquie, l'économie, dopée par le commerce informel et vraisemblablement, au moins à la marge, par l'« argent sale », continue d'enregistrer des performances étonnantes, malgré les déséquilibres structurels dont elle souffre cruellement. Le pari de son ajustement structurel sous la pression de son ouverture au marché européen n'est pas perdu d'avance, encore qu'il suppose vraisemblablement une attitude plus courageuse de la part de la classe politique. Il est clair, en tout cas, que seule la poursuite d'une croissance soutenue peut diluer la menace identitaire qui pèse sur la stabilité du pays.
- 13 De ce point de vue, la politique de l'Union européenne aura une influence décisive. La reconnaissance de la vocation de la Turquie à y adhérer dans l'avenir, conformément au traité d'Ankara, mais une fois levés les obstacles qui s'y opposent aujourd'hui, serait de nature à ouvrir une perspective claire aux yeux de l'électorat et des investisseurs, à éroder la crédibilité du nationalisme extrémiste et à substituer à la « synthèse turco-islamique » une « synthèse démo-islamique » qui se cherche encore. Or, l'invocation des mânes de Bruxelles n'incite pas à un optimisme irraisonné. La diplomatie européenne reste, sur ce dossier comme sur d'autres, pusillanime. Même les gestes conciliants de la France à l'égard d'Ankara sont sujets à caution : ils ne prêtent guère à

conséquences autres que bilatérales, dans la mesure où l'opposition allemande et le veto grec « prémunissent » l'Union européenne contre son élargissement à la Turquie.

Le cas turc et la problématisation du nationalisme

- 14 L'intérêt de la « configuration » turque pour une mise en perspective comparative des renouveaux du nationalisme réside justement dans cette marge d'incertitude, à laquelle concourent plusieurs facteurs : l'institutionnalisation notable de la problématique démocratique et parlementaire, grâce notamment à l'ancienneté d'un système de partis dont les racines remontent bon an mal an à la fin du XIX^e siècle (Vaner, 1988) ; le cadre légal-rationnel auquel elle soumet la revendication islamique ou islamiste, très spécifique par rapport à la région (Iran, Machrek) ; le couplage de la libéralisation et de la dérégulation de l'économie, à partir de 1980, avec la structuration d'une véritable société civile bourgeoise, processus lui aussi très original par rapport aux libéralisations en trompe l'oeil contrôlées de bout en bout par le Makhzen (Hibou, 1996) dans les Etats du Maghreb et du Machrek ou en Iran ; l'exercice d'une contrainte européenne vécue politiquement, voire culturellement, non sur le mode de l'extériorité, mais sur celui de la frustration, au moins par une partie de l'opinion publique.
- 15 Les phénomènes de cristallisation communautariste ou nationaliste doivent être compris en termes relationnels d'interaction, comme l'a bien rappelé, par exemple, Z. Lockman (1996) au sujet du sionisme et du mouvement palestinien, et comme le soulignait déjà Otto Bauer en assumant la définition kantienne de la communauté, « interaction mutuelle générale » (Bauer in Balakrishnan, ed., 1996 : 52). L'affirmation du nationalisme turc, en particulier sur la scène électorale, l'exacerbation militaire d'une revendication nationale kurde dont les objectifs demeurent ambigus, voire la naissance d'un ethnonationalisme alevi et la prolifération éventuelle d'autres mouvements nationalitaires sont autant de processus qui ne peuvent être analysés que les uns par rapport aux autres, et non dans une perspective « primordialiste », en termes fichtiens de « spiritualisme national ». Dans le prolongement de mes derniers travaux (Bayart : 1996 ; Bayart, Ellis, Hibou : 1997), je souhaiterais insister sur trois dimensions de ces dynamiques interactives :
- 16 1) La cristallisation des « communautés imaginées » ressortit également à des procédures et à des répertoires de subjectivation qui impliquent peu ou prou une certaine conception de l'économie morale de la cité et un « style de vie », y compris dans ce que celui-ci peut comporter d'esthétique. Ce n'est pas seulement par aberration ou par dérivation que la vie politique et les médias turcs accordent tant d'importance, par exemple, aux comportements et même aux scandales sexuels, mais bel et bien parce que ceux-ci sont des éléments narratifs clefs du jeu d'illusion nationaliste. Le citoyen turc peut ainsi choisir parmi plusieurs « styles » nationalistes disponibles, dont les valeurs politiques et morales ne sont pas les mêmes : notamment entre les figures du kémaliste laïciste, du libéral özalien croyant et pro-européen, du combattant *apocu*, du loup gris mafieux, ou encore parmi les différents registres de subjectivation que proposent les mouvances du Refah, des confréries, des néo-confréries, étant donné que tous ces répertoires sont évolutifs et constamment recréés par leurs opérateurs respectifs, dans le contexte de l'« interaction mutuelle générale » dont la globalisation n'est pas la moindre des procédures.

- 17 2) La cristallisation des « communautés imaginées », sur le mode de l'interaction, passe également par la matérialisation des pratiques symboliques (Bayart, 1996 : chapitre 4). L'actualité récente a montré, parfois de manière pittoresque, combien les conflits autour de la consommation d'alcool, du port de vêtements islamiques ou des styles pileux continuaient de contribuer en Turquie à l'identification nationaliste et à la reconnaissance réciproque des acteurs, mais aussi, peut-être, à la négociation de compromis ou de recompositions. Il serait par exemple intéressant de reconstituer par le menu, grâce à une enquête anthropologique, la bataille des terrasses de café à Beyoglu, en 1994-96, ou le port évolutif du hicab par les jeunes filles, souvent en interaction amicale avec des camarades non voilées.
- 18 3) L'affirmation nationaliste, tant du côté du PKK que de celui de l'extrême-droite, fait bon ménage avec le banditisme organisé, et cette synergie doit elle-même être rapportée au « recul de l'Etat » (Strange, 1996), au fait transnational et surtout, plus précisément, à la libéralisation économique, dans la mesure où celle-ci semble bien favoriser la criminalisation (Bayart, Ellis, Hibou, 1997). De ce point de vue également, la singularité de la Turquie est intéressante. Dotée d'un Etat fort et outrancièrement centralisé, elle n'en est pas moins étroitement insérée dans l'espace régional européen, par le biais de l'émigration et de l'union douanière ; articulée aux turbulences des Balkans, de la CEI et de l'Irak, par l'intermédiaire de nombreux réseaux informels et transnationaux ; et ouverte aux grands vents de la globalisation, grâce à la dérégulation des médias. Par son caractère très « postmoderne », la société turque offre sans doute une merveilleuse opportunité de saisir sur le vif le rapport possible entre l'identification nationaliste, d'une part, et, de l'autre, deux processus peut-être contradictoires : celui de la recomposition de l'Etat sous l'effet de sa « marketisation » (Strange, 1996) et de sa « privatisation » (Hibou in Bayart, Ellis, Hibou, 1997 : 105-158), et celui de la « consolidation démocratique » (Linz, Stepan, 1996), dès lors que la démocratie est une forme de gouvernement de l'Etat et que le passage du statut de sujet à celui de citoyen n'a été rendu possible que par le sentiment d'appartenance nationale comme mode de légitimation politique et d'intégration sociale (Habermas in Balakrishnan, ed., 1996 : 284-286). L'analyse de la criminalisation du politique devrait pouvoir nous aider à mieux saisir cette nouvelle combinatoire nationaliste, en particulier à partir du phénomène des milices, ou des politiques publiques de libéralisation. Sous le couvert de « l'illusion identitaire » s'opère vraisemblablement une mutation de la souveraineté, dont la privatisation de l'usage légitime de la coercition, mais aussi d'un nombre grandissant de fonctions régaliennes de l'Etat dans la sphère économique ou administrative, est une expression forte. Reste à savoir comment peut se régénérer, dans le cadre de cette évolution, la relation organique que l'on perçoit habituellement entre l'idée de nation et celle de démocratie.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson (Benedict), 1983: *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso.
- Balakrishnan (Gopal) ed., 1996: *Mapping the Nation*, Londres, Verso.
- Bauer (Otto), 1924: « The Nation » in Balakrishnan (Gopal) ed., *Mapping the Nation*, Londres, Verso, 1996, pp. 39-77.
- Bayart (Jean-François), 1978 : « Turquie : la mythologie de l'Etat national », *Peuples méditerranéens*, 3, avril-juin, pp. 113-121.
- Bayart (Jean-François), 1980, « La question alevî dans la Turquie moderne », in O. Carré, dir., *L'Islam et l'Etat dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, PUF, pp. 109-120.
- Bayart (Jean-François), 1994a : « Les trajectoires de la République en Iran et en Turquie : un essai d'interprétation tocquevillienne », in Salamé (Ghassan), dir., *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, pp. 373-394.
- Bayart (Jean-François), 1994b : « Faut-il avoir peur de l'islam en Turquie ? », *CEMOTI*, 18, pp. 348-354.
- Bayart (Jean-François), 1996 : *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard
- Bayart (Jean-François), Ellis (Stephen), Hibou (Béatrice), 1997 : *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe.
- Copeaux (Etienne), 1994 : *De l'Adriatique à la mer de Chine. Les représentations turques du monde turc à travers les manuels scolaires d'histoire. 1931-1993*, Paris, Université Paris VIII, multigr.
- Elias (Norbert), 1978: *What is Sociology?*, New York, Columbia Univ. Press.
- Gökalp (Altan), 1980 : *Têtes rouges et bouches noires. Une confrérie tribale de l'Ouest anatolien*, Paris, Société d'ethnographie.
- Habermas (Jürgen), 1996: « The European Nation-State. Its achievements and its limits. On the past and future of sovereignty and citizenship », in Balakrishnan (Gopal) ed., *Mapping the Nation*, Londres, Verso, 1996.
- Hibou (Béatrice), 1996 : « Les enjeux de l'ouverture au Maroc. Dissidence économique et contrôle politique », *Etude du CERI* n° 15.
- Linz (Juan J.), Stepan (Alfred), 1996: *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins Univ. Press.
- Lockman (Zachary), 1996: *Comrades and Enemies: Arab and Jewish Workers in Palestine, 1906-1948*, Berkeley, Univ. of California Press.
- Strange (Susan), 1996: *The Retreat of the State. The diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge, Cambridge Univ. Press.
- Vaner (Semih), 1988 : « Etat, société et partis politique en Turquie depuis 1902 », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 50, 4, pp. 87-107.

NOTES

1. Le courroux des Alevi à l'encontre de M. Kazan sera à son comble en février 1997, quand celui-ci dénoncera, dans la foulée de M. Erbakan, la campagne de protestation civique « Une minute d'obscurité pour la lumière », destinée à contraindre les autorités à faire la clarté totale sur l'affaire de Susurluk : en accusant les manifestants d'« éteindre les bougies », allusion transparente à la légende sunnite qui attribue aux Alevi des orgies rituelles incestueuses, il assimilera, comme aux pires moments des troubles des années 1977-80, la contestation politique à l'hétérodoxie musulmane et à ses turpitudes supposées (Bayart, 1982 ; Gökalp, 1980).